

des garanties morales, financières et professionnelles du demandeur et, le cas échéant, de ses actionnaires, et de la conformité des systèmes et procédures qu'il entend mettre en oeuvre avec la réglementation technique édictée, notamment dans l'intérêt de la sécurité des personnes et des biens et de la protection de la santé publique et de l'environnement.

Les autorisations ne peuvent être accordées lorsque les opérations en vue desquelles elles sont sollicitées sont, eu égard notamment aux systèmes dont la mise en oeuvre est envisagée, de nature à compromettre les intérêts de la défense nationale ou le respect par la France de ses engagements internationaux.

Des licences attestant, pour une durée déterminée, qu'un opérateur spatial justifie des garanties morales, financières et professionnelles peuvent être délivrées par l'autorité administrative compétente en matière d'autorisations. Ces licences peuvent également attester la conformité des systèmes et procédures mentionnés au premier alinéa avec la réglementation technique édictée. Elles peuvent enfin valoir autorisation pour certaines opérations.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article. Il précise notamment :

1° Les renseignements et documents à fournir à l'appui des demandes d'autorisation et la procédure de délivrance de ces autorisations ;

2° L'autorité administrative compétente pour délivrer les autorisations et pour édicter la réglementation technique mentionnée au premier alinéa ;

3° Les conditions dans lesquelles peuvent être délivrées les licences mentionnées au troisième alinéa ainsi que les modalités selon lesquelles le bénéficiaire d'une licence informe l'autorité administrative des opérations spatiales auxquelles il procède ;

4° Les conditions dans lesquelles l'autorité administrative peut dispenser le demandeur de tout ou partie du contrôle de conformité prévu au premier alinéa, lorsqu'une autorisation est sollicitée en vue d'une opération devant être conduite à partir du territoire d'un Etat étranger ou de moyens et d'installations placés sous la juridiction d'un Etat étranger et que les engage-

ments nationaux ou internationaux, la législation et la pratique de cet Etat comportent des garanties suffisantes en matière de sécurité des personnes et des biens, de protection de la santé publique et de l'environnement, et de responsabilité.

CHAPITRE III

Obligations des titulaires d'autorisation

Article 5

Les autorisations délivrées en application de la présente loi peuvent être assorties de prescriptions édictées dans l'intérêt de la sécurité des personnes et des biens et de la protection de la santé publique et de l'environnement, notamment en vue de limiter les risques liés aux débris spatiaux.

Ces prescriptions peuvent également avoir pour objet de protéger les intérêts de la défense nationale ou d'assurer le respect par la France de ses engagements internationaux.

Article 6

I. – Tout opérateur soumis à autorisation en application de la présente loi est tenu, tant que sa responsabilité est susceptible d'être engagée dans les conditions prévues à l'article 13 et à concurrence du montant mentionné aux articles 16 et 17, d'être couvert par une assurance ou de disposer d'une autre garantie financière agréée par l'autorité compétente.

Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'assurance, la nature des garanties financières pouvant être agréées par l'autorité compétente et les conditions dans lesquelles il est justifié du respect des obligations mentionnées au premier alinéa auprès de l'autorité qui a délivré l'autorisation. Il précise en outre les conditions dans lesquelles l'opérateur peut être dispensé par l'autorité administrative de l'obligation prévue à l'alinéa précédent.

II. – L'assurance ou la garantie financière doit couvrir le risque d'avoir à indemniser, dans la limite du montant mentionné au I, les dommages susceptibles d'être causés aux tiers à l'opération spatiale.

III. – L'assurance ou la garantie financière doit bénéficier, dans la mesure de la responsabilité pouvant leur incomber à raison d'un dommage causé par un objet spatial, aux personnes suivantes :

- 1° L'Etat et ses établissements publics ;
- 2° L'Agence spatiale européenne et ses Etats membres ;
- 3° L'opérateur et les personnes qui ont participé à la production de l'objet spatial ou à l'opération spatiale.

Article 7

I. – Sont habilités à procéder aux contrôles nécessaires en vue de vérifier le respect des obligations du présent chapitre :

1° Les agents commissionnés par l'autorité administrative mentionnée à l'article 2, dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat, appartenant aux services de l'Etat chargés de l'espace, de la défense, de la recherche, de l'environnement ou à ses établissements publics qui exercent leurs missions dans les mêmes domaines ;

2° Les agents habilités à effectuer des contrôles techniques à bord des aéronefs ;

3° Les membres du corps de contrôle des assurances mentionné à l'article L. 310-13 du code des assurances ;

4° Les agents mentionnés à l'article L. 1421-1 du code de la santé publique ;

5° Les administrateurs et les inspecteurs des affaires maritimes, les officiers du corps technique et administratif des affaires maritimes, les contrôleurs des affaires maritimes, les commandants des bâtiments de l'Etat et les commandants de bord des aéronefs de l'Etat chargés de la surveillance de la mer.

Les agents mentionnés aux 1° à 5° sont astreints au secret professionnel dans les conditions et sous les sanctions prévues aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

II. – Les agents mentionnés au I ont accès à tout moment aux établissements, aux locaux et aux installations où sont réalisées les opérations spatiales ainsi qu'à l'objet spatial. Ces dispositions ne sont pas applicables à la partie des locaux ser-

vant de domicile, sauf entre six heures et vingt et une heures, et sur autorisation du président du tribunal de grande instance ou du magistrat qu'il délègue à cette fin.

Au plus tard au début des opérations de contrôle, l'opérateur est avisé qu'il peut assister aux opérations et se faire assister de toute personne de son choix, ou s'y faire représenter.

III. – Dans le cadre de leur mission de contrôle, les agents mentionnés au I peuvent demander communication de tous les documents ou pièces utiles, quel qu'en soit le support. Ils peuvent en prendre copie et recueillir sur convocation ou sur place les renseignements et justifications nécessaires.

Les agents ne peuvent emporter des documents qu'après établissement d'une liste contresignée par l'opérateur. La liste précise la nature des documents et leur nombre.

L'opérateur est informé par l'autorité administrative mentionnée à l'article 2 des suites du contrôle. Il peut lui faire part de ses observations.

IV. – Si l'opérateur ou la personne ayant qualité pour autoriser l'accès à l'établissement, au local ou à l'installation ne peut être atteint ou s'il s'oppose à l'accès, les agents mentionnés au I peuvent demander au président du tribunal de grande instance ou au juge délégué par lui à y être autorisés.

Article 8

S'agissant du lancement ou de la maîtrise d'un objet spatial, l'autorité administrative ou, sur délégation de celle-ci, les agents habilités par elle à cet effet peuvent à tout moment donner les instructions et imposer toutes mesures qu'ils considèrent comme nécessaires dans l'intérêt de la sécurité des personnes et des biens et de la protection de la santé publique et de l'environnement.

L'autorité administrative ou les agents habilités agissant sur sa délégation consultent l'opérateur au préalable, sauf dans le cas où existe un danger immédiat.

CHAPITRE IV

Sanctions administratives et pénales

Article 9

Les autorisations délivrées en application de la présente loi peuvent être retirées ou suspendues en cas de manquement du titulaire aux obligations qui lui incombent, ou lorsque les opérations en vue desquelles elles ont été sollicitées apparaissent de nature à compromettre les intérêts de la défense nationale ou le respect par la France de ses engagements internationaux.

En cas de suspension ou de retrait de l'autorisation de maîtrise d'un objet spatial lancé, l'autorité administrative peut enjoindre à l'opérateur de prendre, à ses frais, les mesures propres, au regard des règles de bonne conduite communément admises, à limiter les risques de dommage liés à cet objet.

Article 10

Outre les officiers et agents de police judiciaire agissant conformément aux dispositions du code de procédure pénale, les agents mentionnés au I de l'article 7 et assermentés ont qualité pour rechercher et constater les infractions aux dispositions du présent chapitre et aux textes pris pour son application. Ils disposent, à cet effet, des pouvoirs prévus aux II à IV du même article.

Ils constatent ces infractions par des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve contraire. Ils sont adressés au procureur de la République dans les cinq jours qui suivent leur clôture.

Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application du présent article.

Article 11

I. – Est puni d'une amende de 200 000 € le fait :

1° Pour tout opérateur, quelle que soit sa nationalité, de procéder sans autorisation au lancement d'un objet spatial à partir du territoire national ou de moyens ou installations placés sous juridiction française ou au retour d'un tel objet sur le territoire national ou sur des moyens ou installations placés sous juridiction française ;

2° Pour tout opérateur français, de procéder sans autorisation au lancement d'un objet spatial à partir du territoire d'un Etat étranger, de moyens ou d'installations placés sous la juri-

diction d'un Etat étranger ou d'un espace non soumis à la souveraineté d'un Etat ou au retour d'un tel objet sur le territoire d'un Etat étranger, sur des moyens ou des installations placés sous la juridiction d'un Etat étranger ou sur un espace non soumis à la souveraineté d'un Etat ;

3° Pour toute personne physique possédant la nationalité française ou personne morale ayant son siège en France, de faire procéder sans autorisation au lancement d'un objet spatial ou d'en assurer la maîtrise sans autorisation pendant son séjour dans l'espace extra-atmosphérique.

II. – Est puni d'une amende de 200 000 € le fait :

1° De transférer à un tiers sans autorisation la maîtrise d'un objet spatial dont le lancement ou la maîtrise a été autorisé au titre de la présente loi ;

2° Pour tout opérateur français, de prendre sans autorisation la maîtrise d'un objet spatial dont le lancement n'a pas été autorisé au titre de la présente loi.

III. – Est puni d'une amende de 200 000 € le fait pour un opérateur :

1° De poursuivre l'opération spatiale en infraction à une mesure administrative ou à une décision juridictionnelle d'arrêt ou de suspension ;

2° De poursuivre l'opération spatiale sans se conformer à une mise en demeure de l'autorité administrative de respecter une prescription.

IV. – Est puni d'une amende de 200 000 € le fait pour un opérateur ou une personne physique de faire obstacle aux contrôles effectués en application de l'article 7.

TITRE III

IMMATRICULATION

DES OBJETS SPATIAUX LANCÉS

Article 12

Dans les cas où l'obligation d'immatriculer incombe à la France en vertu de l'article II de la convention du 14 janvier 1975 sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique et, le cas échéant, d'autres accords internationaux, les objets spatiaux lancés sont inscrits sur un registre d'immatriculation tenu, pour le compte de l'Etat, par le Centre national d'études spatiales selon des modalités fixées par décret en

Conseil d'Etat.

TITRE IV

RESPONSABILITÉS

CHAPITRE I^{er}

Responsabilité à l'égard des tiers

Article 13

L'opérateur est seul responsable des dommages causés aux tiers du fait des opérations spatiales qu'il conduit dans les conditions suivantes :

1° Il est responsable de plein droit pour les dommages causés au sol et dans l'espace aérien ;

2° En cas de dommages causés ailleurs qu'au sol ou dans l'espace aérien, sa responsabilité ne peut être recherchée que pour faute.

Cette responsabilité ne peut être atténuée ou écartée que par la preuve de la faute de la victime.

Sauf cas de faute intentionnelle, la responsabilité prévue aux 1° et 2° cesse quand toutes les obligations fixées par l'autorisation ou la licence sont remplies ou, au plus tard, un an après la date où ces obligations auraient dû être remplies. L'Etat se substitue à l'opérateur pour les dommages intervenus passé ce délai.

Article 14

Lorsqu'en vertu des stipulations du traité du 27 janvier 1967 sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, ou de la convention du 29 mars 1972 sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux, l'Etat a réparé un dommage, il peut exercer une action récursoire contre l'opérateur à l'origine de ce dommage ayant engagé la responsabilité internationale de la France, dans la mesure où il n'a pas déjà bénéficié des garanties financières ou d'assurance de l'opérateur à hauteur de l'indemnisation.

Si le dommage a été causé par un objet spatial utilisé dans le cadre d'une opération autorisée en application de la présente loi, l'action récursoire s'exerce :

1° Dans la limite du montant fixé dans les conditions mentionnées à l'article 16 en cas de dommage causé pendant la phase de lancement ;

2° Dans la limite du montant fixé dans les conditions mentionnées à l'article 17 en cas de dommage causé après la phase de lancement, y compris à l'occasion du retour sur Terre de l'objet spatial.

En cas de faute intentionnelle de l'opérateur, les limites prévues aux 1° et 2° ne s'appliquent pas.

L'Etat n'exerce pas d'action récursoire en cas de dommage causé par un objet spatial utilisé dans le cadre d'une opération autorisée en application de la présente loi et résultant d'actes visant les intérêts étatiques.

Article 15

Lorsqu'un opérateur a été condamné à indemniser un tiers à raison d'un dommage causé par un objet spatial utilisé dans le cadre d'une opération autorisée en application de la présente loi, et à la condition que l'opération en cause ait été conduite depuis le territoire de la France ou d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, ou à partir de moyens ou installations placés sous la

juridiction de la France ou d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, cet opérateur bénéficie, sauf cas de faute intentionnelle, de la garantie de l'Etat selon les modalités prévues par la loi de finances :

1° Pour la part de l'indemnisation excédant le montant fixé dans les conditions mentionnées à l'article 16 en cas de dommage causé pendant la phase de lancement ;

2° Pour la part de l'indemnisation excédant le montant fixé dans les conditions mentionnées à l'article 17 en cas de dommage causé au sol ou dans l'espace aérien après la phase de lancement, y compris à l'occasion du retour sur terre de l'objet spatial.

En cas de dommage causé pendant la phase de lancement, la garantie de l'Etat bénéficie, le cas échéant et dans les conditions prévues aux alinéas précédents, aux personnes qui n'ont pas la qualité de tiers à une opération spatiale, au sens de la présente loi.

Article 16

Dans le cadre fixé par la loi de finances, l'autorisation délivrée en application de la présente loi fixe, compte tenu des risques encourus, eu égard notamment aux caractéristiques du site de lancement, le montant en deçà duquel et au-delà duquel sont, respectivement, en cas de dommages causés pendant la phase de lancement, exercée l'action récursoire et octroyée la garantie de l'Etat.

Article 17

Dans le cadre fixé par la loi de finances, l'autorisation délivrée en application de la présente loi fixe, compte tenu des risques encourus, le montant en deçà duquel et au-delà duquel sont, respectivement, en cas de dommages causés après la phase de lancement, exercée l'action récursoire et octroyée la garantie de l'Etat.

Article 18

Toute personne mise en cause devant une juridiction à raison d'un dommage au titre duquel elle serait susceptible de bé-

néficier de la garantie de l'Etat en informe l'autorité administrative compétente qui peut, au nom de l'Etat, exercer tous les droits de la défense dans le procès. A défaut d'une telle information, la personne mise en cause est réputée avoir renoncé au bénéfice de la garantie de l'Etat.

CHAPITRE II

Responsabilité à l'égard des personnes participant à l'opération spatiale

Article 19

Lorsque, pour indemniser un tiers, l'assurance ou la garantie financière mentionnées à l'article 6 ainsi que, le cas échéant, la garantie de l'Etat ont été mises en jeu, la responsabilité de l'une des personnes ayant participé à l'opération spatiale ou à la production de l'objet spatial à l'origine du dommage ne peut être recherchée par une autre de ces personnes, sauf en cas de faute intentionnelle.

Article 20

En cas de dommage causé par une opération spatiale ou la production d'un objet spatial à une personne participant à cette opération ou à cette production, la responsabilité de toute autre personne participant à l'opération spatiale ou à la production de l'objet spatial à l'origine du dommage et liée à la précédente par un contrat ne peut être recherchée à raison de ce dommage, sauf stipulation expresse contraire portant sur les dommages causés pendant la phase de production d'un objet spatial destiné à être maîtrisé dans l'espace extraatmosphérique ou pendant sa maîtrise en orbite, ou cas de faute intentionnelle.

TITRE V

DISPOSITIONS RELATIVES

AU CODE DE LA RECHERCHE

Article 21

Le code de la recherche est ainsi modifié :

1o L'article L. 331-6 est ainsi rédigé :

« *Art. L. 331-6. - I. -* Le président du Centre national d'études spatiales exerce, au nom de l'Etat, la police spéciale de l'exploitation des installations du Centre spatial guyanais dans un périmètre délimité par l'autorité administrative compétente. A ce titre, il est chargé d'une mission générale de sauvegarde consistant à maîtriser les risques techniques liés à la préparation et à la réalisation des lancements à partir du Centre spatial guyanais

afin d'assurer la protection des personnes, des biens, de la santé publique et de l'environnement, au sol et en vol, et il arrête à cette fin les règlements particuliers applicables dans les limites du périmètre mentionné

ci-dessus.

« *II. -* Le président du Centre national d'études spatiales coordonne, sous l'autorité du représentant de l'Etat dans le département, la mise en oeuvre, par les entreprises et autres organismes installés dans le périmètre défini au I, des mesures visant à assurer la sûreté des installations et des activités qui y sont menées, et s'assure du respect, par ces entreprises et organismes, des obligations qui leur incombent à ce titre.

« *III. -* Dans la mesure strictement nécessaire à l'accomplissement des missions prévues aux I et II, les agents que le président du Centre national d'études spatiales habilite ont accès aux terrains et locaux à usage exclusivement professionnel et occupés par les entreprises et organismes installés au Centre spatial guyanais dans le périmètre défini au I. » ;

2° Après l'article L. 331-6, sont insérés deux articles L. 331-7 et L. 331-8 ainsi rédigés :

« *Art. L. 331-7. -* Le président du Centre national d'études spatiales peut, par délégation de l'autorité administrative mentionnée à l'article 8 de la loi no 2008-518 du 3 juin 2008 relative aux opérations spatiales et pour toute opération spatiale, prendre les mesures nécessaires prévues au même article pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la protection de la santé publique et de l'environnement.

« Art. L. 331-8. - Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent chapitre, notamment les conditions dans lesquelles le président du Centre national d'études spatiales peut déléguer sa compétence mentionnée à l'article L. 331-6. »

TITRE VI

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Article 22

I. - L'article L. 611-1 du code de la propriété intellectuelle est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Sauf stipulation contraire d'un engagement international auquel la France est partie, les dispositions du présent article s'appliquent aux inventions réalisées ou utilisées dans l'espace extra-atmosphérique y compris sur les corps célestes ou dans ou sur des objets spatiaux placés sous juridiction nationale en application de l'article VIII du traité du 27 janvier 1967 sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes. »

II. - L'article L. 613-5 du même code est complété par un e ainsi rédigé :

« e) Aux objets destinés à être lancés dans l'espace extra-atmosphérique introduits sur le territoire français. »

TITRE VII

DONNÉES D'ORIGINE SPATIALE

Article 23

Tout exploitant primaire de données d'origine spatiale exerçant en France une activité présentant certaines caractéristiques techniques définies par décret en Conseil d'Etat doit préalablement en faire la déclaration à l'autorité administrative compétente.

Ces caractéristiques techniques sont notamment fonction de la résolution, de la précision de localisation, de la bande de fré-

quence d'observation et de la qualité des données d'observation de la Terre faisant l'objet de la programmation d'un système satellitaire ou reçues.

Article 24

L'autorité administrative compétente s'assure que l'activité des exploitants primaires de données d'origine spatiale ne porte pas atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation, notamment à la défense nationale, à la politique extérieure et aux engagements internationaux de la France.

A ce titre, elle peut, à tout moment, prescrire les mesures de restriction à l'activité des exploitants primaires de données d'origine spatiale nécessaires à la sauvegarde de ces intérêts.

Article 25

Est puni d'une amende de 200 000 € le fait, par tout exploitant primaire de données d'origine spatiale, de se livrer à une activité présentant les caractéristiques techniques mentionnées à l'article 23 :

1° Sans avoir effectué la déclaration mentionnée à l'article 23 ;

2° Sans respecter les mesures de restriction prises sur le fondement de l'article 24.

TITRE VIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 26

La présente loi ne s'applique pas au lancement et au guidage, pour les besoins de la défense nationale, d'engins dont la trajectoire traverse l'espace extra-atmosphérique, notamment les missiles balistiques.

Ne sont pas soumises aux dispositions du titre VII les activités d'exploitant primaire de données d'origine spatiale exercées par le ministère de la défense.

Article 27

En tant qu'elles relèvent d'une mission publique confiée au Centre national d'études spatiales après approbation de l'autorité administrative en application du quatrième alinéa de l'article L. 331-2 du code de la recherche, ne sont pas soumises aux dispositions des titres II et IV les opérations de lancement, de retour sur terre, de maîtrise ou de transfert de maîtrise d'un objet spatial et aux dispositions du titre VII les activités satellitaires d'observation de la Terre et de réception des données d'observation de la Terre.

Article 28

L'article L. 331-2 du code de la recherche est complété par un *f*, un *g* et un *h* ainsi rédigés :

« *f*) D'assister l'Etat dans la définition de la réglementation technique relative aux opérations spatiales ;

« *g*) D'exercer, par délégation du ministre chargé de l'espace, le contrôle de la conformité des systèmes et des procédures mis en oeuvre par les opérateurs spatiaux avec la réglementation technique mentionnée au *f*;

« *h*) De tenir, pour le compte de l'Etat, le registre d'immatriculation des objets spatiaux. »

Article 29

Les articles 16 et 17 de la présente loi entrent en vigueur à compter de la publication de la loi de finances qui fixe le minimum et le maximum entre lesquels est compris le montant au-delà duquel est octroyée la garantie de l'Etat.

Article 30

La présente loi est applicable en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna et dans les Terres australes et antarctiques françaises.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 3 juin 2008.

Par le Président de la République :
NICOLAS SARKOZY

Le Premier ministre,
FRANÇOIS FILLON

La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités
territoriales,
MICHÈLE ALLIOT-MARIE

Le ministre des affaires étrangères et européennes,
BERNARD KOUCHNER

La ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche,
VALÉRIE PÉCRESSE

Le ministre de la défense,
HERVÉ MORIN

(1) Travaux préparatoires : loi no 2008-518.

Sénat :

Projet de loi no 297 (2006-2007) ;
Rapport de M. Henri Revol, au nom de la commission
des affaires économiques, no 161 (2007-2008) ;
Discussion et adoption le 16 janvier 2008 (TA no 50).

Assemblée nationale :

Projet de loi, adopté par le Sénat, no 614 ;
Rapport de M. Pierre Lasbordes, au nom de la com-
mission des affaires économiques, no 775 ;
Discussion et adoption le 9 avril 2008 (TA no 120).

Sénat :

Projet de loi no 272 (2007-2008) ;
Rapport de M. Henri Revol, au nom de la commission
des affaires économiques, no 328 (2007-2008) ;
Discussion et adoption le 22 mai 2008 (TA no 97).

This is an unofficial translation of France's "LOI no 2008-518 du 3 juin 2008 relative aux opérations spatiales". It is being offered to the readership of the JOURNAL OF SPACE LAW as a convenience.¹

TITLE I

DEFINITIONS

Article 1

For the purposes of this Act :

1° The term "damage" means damage to persons or property, and in particular to public health or to the environment, directly caused by a space object as part of a space operation, to the exclusion of the consequences arising from the use of the signal transmitted by this object for users;

2° The term "space operator", thereafter referred to as "the operator": means any natural or juridical person carrying out a space operation under its responsibility and independently;

3° The term "space operation" means any activity consisting in launching or attempting to launch an object into outer space, or of ensuring the commanding of a space object during its journey in outer space, including the Moon and other celestial bodies, and, if necessary, during its return to Earth;

4° The term "launching phase" means the period of time which, as part of a space operation, starts at the moment when the launching operations become irreversible and which, without prejudice to provisions contained, if necessary, in the authorization granted pursuant to the present act, ends when the object to be put in outer space is separated from its launch vehicle.

5° The term "phase of command" means the period of time starting as part of a space operation at the moment when the

¹ Translated by Philippe Clerc and Julien Mariez, Centre National d' Etudes Spatiales Legal Department, Paris, France.

object to be put in outer space is separated from its launch vehicle and ending when the first of the following events occurs:

- when the final manoeuvres for de-orbiting and the passivation activities have been completed;
- when the operator has lost control over the space object;
- the return to Earth or the full disintegration of the space object into the atmosphere;

6° The term "third party to a space operation" means any natural or juridical person other than those taking part in the space operation or in the production of the space object(s) the launch or command of which is part of the operation. In particular, the space operator, its contractors, its subcontractors and its customers, as the contractors and subcontractors of its customers, are not regarded as third parties.

7° The term "space-based data primary operator" means any natural or juridical person ensuring the programming of an Earth observation satellite system or the reception of Earth observation data from outer space.

TITLE II

AUTHORIZATION OF SPACE OPERATIONS

CHAPTER 1

OPERATIONS SUBJECT TO AUTHORIZATION

Article 2

The following shall obtain an authorization from the administrative authority:

1° Any operator, whatever its nationality, intending to proceed with the launching of a space object from the national territory or from means or facilities falling under French jurisdiction, or intending to proceed with the return of such an object onto the national territory or onto facilities falling under French jurisdiction;

2° Any French operator intending to proceed with the launching of a space object from the territory of a foreign State or from means or facilities falling under the jurisdiction of a foreign State or from an area that is not subject to the sovereignty of a State, or intending to proceed with the return of such an object onto the territory of a foreign State or onto means and facilities falling under the jurisdiction of a foreign State or onto an area that is not subject to the sovereignty of a State;

3° Any natural person having French nationality or juridical person whose headquarters are located in France, whether it is an operator or not, intending to procure the launching of a space object or any French operator intending to command such an object during its journey in outer space.

Article 3

The transfer to a third party of the commanding of a space object which has been authorized pursuant to the terms of the present act is subject to prior authorization from the administrative authority.

Pursuant to the provisions of paragraph 3 of Article 2, any French operator intending to take the control of a space object whose launching or control has not been authorized under the present act shall obtain to this end a prior authorization from the administrative authority.

The terms of application of the present article are set forth by decree passed at the Council of State.

CHAPTER 2

CONDITIONS FOR GRANTING AUTHORIZATIONS

Article 4

Authorizations to launch, to command or to transfer the commanding of a space object launched and to proceed with its return to Earth are granted once the administrative authority has checked the moral, financial and professional guarantees of the applicant, and if necessary of its shareholders, and has ascertained that the systems and procedures that it intends to

implement are compliant with the technical regulations set forth, in particular for the safety of persons and property, the protection of public health and the environment.

Authorizations cannot be granted when the operations for which they were requested, regarding in particular the systems intended to be implemented, are likely to jeopardise national defence interests or the respect by France of its international commitments.

Licenses certifying for a determined time period that a space operator satisfies moral, financial and professional guarantees may be granted by the administrative authority competent for issuing authorizations. These licenses may also attest the compliance of the systems and procedures referred to in the first paragraph with the technical regulations set forth. Lastly, these licenses may be equivalent to authorizations for certain operations.

A decree passed at the Council of State shall set forth the terms of application of the present article. It shall specify in particular:

1° The information and documents to be provided to support applications for authorizations, as well as the granting procedure for these authorizations;

2° The administrative authority competent for granting authorizations and for setting forth the technical regulations referred to in the first paragraph;

3° The conditions in which the licenses mentioned in the third paragraph can be granted, and the modes in which the beneficiary of such a license informs the administrative authority of the space operations he undertakes;

4° When an authorization is solicited for an operation which is to be carried out from the territory of a foreign State or from means or facilities falling under the jurisdiction of a foreign State, the conditions in which the administrative authority may exempt the applicant from all or any part of the compliance checking mentioned in the first paragraph, when the national and international commitments made by that State as well as its legislation and practices include sufficient guarantees re-

garding the safety of persons and property and the protection of public health and the environment, and liability matters.

CHAPTER III

OBLIGATIONS OF AUTHORIZATIONS HOLDERS

Article 5

The authorizations granted pursuant to the present act may include requirements set forth for the safety of persons and property, protection of public health and the environment, in particular in order to limit risks related to space debris.

These requirements may also be set forth in order to protect the national defence interests or to ensure the respect by France of its international commitments.

Article 6

I. – Any operator subject to authorization pursuant to the present act shall have and maintain, as long as it can be held liable pursuant to Article 13 and for the amount set out in Articles 16 and 17, insurance or another financial guarantee approved by the competent authority.

A decree passed at the Council of State shall set forth the terms of insurance, the nature of the financial guarantees that may be accepted by the competent authority and the conditions in which the fulfilment of the requirements referred to in the previous paragraph is proved to the authority having granted the authorization. It also specifies conditions in which the administrative authority may exempt the operator from the requirements set out in the previous paragraph.

II. – The insurance or financial guarantee must cover the risk of having to compensate for the damages that could be caused to third parties to the space operation up to the amount mentioned in the first paragraph.

III. – The insurance or financial guarantee must cover the following persons to the extent of their liability for the damage caused by a space object:

- 1° The Government and its public bodies;
- 2° The European Space Agency and its Member States;
- 3° The operator and the persons having taken part in the production of the space object or in the space operation.

Article 7

I. – The following are empowered to proceed with the necessary controls in order to ascertain that the obligations set out in the present chapter are fulfilled:

1° The agents commissioned by the administrative authority mentioned in Article 2 in the conditions set forth in a decree passed at the Council of State, and belonging to the Government departments in charge of Space, Defence, Research, Environment or to its public bodies carrying out their missions in the same fields;

2° The agents empowered to perform technical checkings aboard aircrafts;

3° The members of the Insurance Control Body mentioned in Article L. 310-13 of the Insurance Code;

4° The agents mentioned in Article L. 1421-1 of the Public Health Code;

5° The administrators and inspectors of maritime affairs, the officers from the technical and administrative body of maritime affairs, the maritime affairs controller, the commandants of the State ships and aircrafts in charge of maritime surveillance.

The agents mentioned above are bound by professional confidentiality under the conditions and penalties set out by Article 226-13 and 226-14 of the Penal Code.

II. – Agents mentioned in part I. above shall have access at any time to the buildings, premises and facilities where space operations are conducted and to the space object itself. These provisions are not applicable to the part of the premises being used as a residence, except between 6 a.m. and 9 p.m. upon authorization from the President of the *tribunal de grande in-*

stance (court of first instance of general jurisdiction) or by the judge it empowered to do so.

The operator is informed at the latest when the controlling operations begin that he may attend the operations and be assisted by any person of his choice, or that he can be represented for that purpose.

III. – As part of their controlling assignment, the agents mentioned in part I. above can ask for any document or useful item, irrespective of their *medium*. They can make copies and gather any necessary information and justification, *in situ* or upon notification.

The agents can take documents away only after having established a list countersigned by the operator. This list specifies the nature and quantity of the documents.

The operator shall be informed by the administrative authority mentioned in Article 2 of the control follow up and may transmit its observations.

If the operator or the person empowered to grant access to the building, premise or facility can not be contacted or if he denies access, the agents mentioned in part I. above may seek permission from the President of the *Tribunal de grande instance*, or from the judge empowered to do so.

Article 8

Concerning the launching or the control of the space object, the administrative authority, or the agents acting on its authority and empowered by it to this end, may at any moment give instructions and require any measures they consider necessary for the safety of persons and property, the protection of public health and the environment.

The administrative authority and the agents acting on its authority shall consult the operator beforehand, unless there is an immediate danger.

A decree passed at the Council of State shall specify the terms of delegation and capacitation of the agents in charge of the enforcement of the present article.

CHAPTER IV

ADMINISTRATIVE AND PENAL SANCTIONS

Article 9

The authorizations granted according to the terms of the present Act can be revoked or suspended in case the holder contravenes to its obligations, or when the operations for which they were sought are likely to jeopardise the national defence interests or the respect by France of its international commitments.

In case of suspension or withdrawal of the authorization to command a launched space object, the administrative authority may enjoin the operator to take, at its own expenses, the appropriate measures regarding the commonly admitted good rules of conduct to limit the risks of damage due to that object.

Article 10

In addition to the judicial police officers and agents acting following the prescriptions of the Code of Criminal Procedure, the sworn agents mentioned in the first paragraph of Article 7 are authorized to investigate and record breaches to the prescriptions of the present Chapter and of the texts issued for its enforcement. To this end, they exercise the powers set out in paragraphs II. and IV. of the same article.

They record these breaches in reports which are considered authentic unless the contrary is proved. They are sent to the *Procureur de la République* (Head of the Prosecution Department at courts of first instance of general jurisdiction) within five days after their issuing.

A decree adopted passed at the Council of State shall set forth the terms of application of the present article.

Article 11

I. – The following shall give rise to a fine of € 200 000:

1° Any operator, whatever its nationality, proceeding without authorization to the launching of a space object from the na-

tional territory or from means or facilities falling under French jurisdiction, or to the return of such an object onto the national territory or onto means or facilities falling under French jurisdiction;

2° Any French operator proceeding without authorization to the launching of a space object from the territory of a foreign State, from means or facilities falling under the jurisdiction of a foreign State, or from an area not subject to a State's sovereignty or to the return of such an object onto the territory of a foreign State, onto means or facilities falling under the jurisdiction of a foreign State or onto an area not subject to a State's sovereignty.

3° Any natural person having French nationality or juridical person having its headquarters in France procuring the launching of a space object without authorization, or commanding it without authorization during its journey into outer space.

II. – The following shall give rise to a fine of € 200 000:

1° Transferring to a third party without authorization the commanding of a space object which launching or commanding has been authorized according to the terms of the present act;

2° Any French operator undertaking without authorization the commanding of a space object which launching has not been authorized according to the present law.

III. – An operator shall be fined € 200 000 in the case of:

1° pursuing the space operation in breach of an administrative measure or court decision ordering its ceasing or suspension;

2° pursuing the space operation without complying with an administrative summon to comply with a prescription.

IV. – Is fined € 200 000 the fact for operators or individuals to prevent controls undertaken pursuant to Article 7.

TITLE III

REGISTRATION OF LAUNCHED SPACE OBJECTS

Article 12

In the event France has a registration obligation according to Article II of the Convention dated 14 September 1975 relating to Registration of objects launched into outer space, and, if necessary, of other international agreements, the launched space objects are registered in a registry hold by the Centre National d'Etudes Spatiales on behalf of the State, following the prescriptions set out in a decree passed at the Council of State.

TITLE IV

LIABILITY

CHAPTER 1

LIABILITY TOWARDS THIRD PARTIES

Article 13

The operator shall be solely liable for damages caused to third parties by the space operations which it conducts in the following conditions:

1° He shall be absolutely liable for damages caused on the ground or in airspace;

2° He shall be liable only due to his fault for damages caused elsewhere than on the ground or in airspace.

This liability may only be reduced or set aside in case the fault of the victim is proven.

Except in case of wilful misconduct, the liability set forth in 1° and 2° ends when all the obligations set out in the authorization or the license are fulfilled, or at the latest one year after the date on which these obligations should have been fulfilled. The Government shall be liable in the operator's place for damages occurring after this period.

Article 14

When the Government has paid compensation for damage according to the stipulations of the Treaty dated 27 January 1967 relating to Principles Governing the Activities of States in the Exploration and Use of outer Space, including the Moon and other Celestial Bodies, or of the Convention dated 19 march 1972 relating to International Liability for Damage caused by Space Objects, it may present a claim for indemnification against the operator having caused the damage for which France was held internationally liable, to the extent that the Government has not already benefited from the insurance or financial guarantees of the operator up to the amount of the compensation.

If the damage was caused by a space object used as a part of an operation authorized according to the terms of the present Act, the claim for indemnification may be brought:

1° within the limit of the amount set out pursuant to the conditions mentioned in article 16 in the case of damage caused during the launching phase;

2° within the limit of the amount set out pursuant to the conditions mentioned in Article 17 in the case of damage caused after the launching phase, including when the space object returns to Earth.

In case of a wilful misconduct of the operator, the limitations set out in 1° and 2° shall not apply.

The Government shall not present a claim for indemnification if the damage was caused by a space object used as a part of an operation authorized according to the terms of the present Act and resulting from acts targeting governmental interests.

Article 15

When an operator has been condemned to compensate a third party for a damage caused by a space object used as a part of an operation authorized according to the terms of the present Act, and if that operation has been undertaken from the French territory or from the territory of another Member State of the

European Union or from the territory of a State party to the European Economic Area Agreement, or from means or facilities falling under the jurisdiction of France or another Member State of the European Union or of a State party to the European Economic Area Agreement, that operator shall benefit, except in case of a wilful misconduct, from the governmental guarantee, according to the terms of the Finance Act:

1° For the part of the compensation exceeding the amount set out in the conditions mentioned in Article 16, in the case of a damage caused during the launching phase;

2° For the part of the compensation exceeding the amount set out in the conditions mentioned in Article 17, in the case of a damage caused on the ground or in airspace after the launching phase, including when the space object returns to Earth.

In the case of damage caused during the launching phase, the governmental guarantee shall benefit, if necessary and in the conditions set out in the paragraphs above, to the persons who are not third parties to a space operation pursuant to the present Act.

Article 16

Within the framework set forth in the Finance Act, the authorization granted pursuant to the present Act shall set out, given the risks incurred and regarding in particular the characteristics of the launching site, the amount respectively below and beyond which the claim for indemnification is exercised and the governmental guarantee is granted, in the case of a damage caused during the launching phase.

Article 17

Within the framework set forth in the Finance Act, the authorization granted pursuant to the present Act shall set out, given the risks incurred, the amount respectively below and beyond which the claim for indemnification is exercised and the governmental guarantee is granted, in the case of a damage caused after the launching phase.

Article 18

Any person questioned before a court because of a damage for which he could benefit from the governmental guarantee shall inform the competent administrative authority, which may exercise all the defence rights in the proceedings on behalf of the Government. If he fails to do so, the questioned person shall be deemed to having waived to the governmental guarantee.

CHAPTER II

LIABILITY TOWARDS PERSONS TAKING PART IN THE SPACE OPERATION

Article 19

When the insurance or financial guarantee mentioned in Article 6 as well as, if necessary, the governmental guarantee have been laid out to indemnify a third party, one of the persons having taken part in the space operation or in the production of the space object which caused the damage cannot be held liable by another of these persons, except in case of a wilful misconduct.

Article 20

In the case of a damage caused by a space operation or the production of a space object to a person taking part in this operation or in that production, any other person taking part in the space operation or in the production of the space object having caused the damage and bound to the previous one by a contract cannot be held liable because of that damage, unless otherwise expressly stipulated regarding the damage caused during the production phase of a space object which is to be commanded in outer space or during its commanding in orbit, or in case of a wilful misconduct.

TITLE V

PROVISIONS RELATING TO THE RESEARCH CODE

Article 21

The Research Code is amended as follows:

1° Article L. 331-6 is drafted as follows:

“*Art. L. 331-6.* – I. – The President of the Centre National d’Etudes Spatiales shall exercise on behalf of the State the special Police for the exploitation of the facilities of the Guiana Space Centre, within a perimeter defined by the competent administrative authority. As such, it shall be in charge of a general mission of safeguard consisting in controlling the technical risks related to the preparation and carrying out of the launches from the Guiana Space Centre in order to ensure the protection of persons, property, public health and the environment, on the ground and during the flight, and it shall set out to this end the specific regulations applicable within the limits of the perimeter defined above.

“II. Under the authority of the Government representative in the *Département* of Guiana, the President of the Centre National d’Etudes Spatiales shall coordinate the implementation by companies and other entities settled in the perimeter defined in part I. above of measures taken in order to ensure the security of the facilities and of the activities undertaken therein, and shall verify that those companies and agencies fulfil their obligations in this respect.

“III. To the extent strictly necessary for the accomplishment of the missions set out in parts I. and II., the agents empowered by the President of the Centre National d’Etudes Spatiales have access to the land and premises used exclusively for professional purposes and occupied by the companies and agencies settled at the Guiana Space Centre in the perimeter defined in part I. above.”

2° Articles L. 331-7 and L. 331-8 are inserted after Article L. 331-6 and are drafted as follows:

“Art. L. 331-7. – The President of the Centre National d’Etudes Spatiales may take for any space operation, by delegation of the administrative authority mentioned in Article 8 of the Act n° 2008-518 dated June 3rd relating to space operations, the necessary measures provided for in the same article to ensure the safety of persons and property, as well as the protection of public health and the environment.”

“Art. L. 331-8. – A decree passed at the Council of State shall set forth the terms of application of the present chapter, particularly the conditions in which the President of the Centre National d’Etudes Spatiales may delegate its competence mentioned in Article L. 331-6.”

TITLE VI

INTELLECTUAL PROPERTY

Article 22

I. – Article L. 611-1 of the Intellectual Property Code is completed by a paragraph drafted as follows:

“Unless otherwise provided in an international agreement to which France is a party, the provisions of the present article apply to the inventions made or used in outer space, including onto celestial bodies and into or onto space objects placed under national jurisdiction according to article VIII of the Treaty dated 27 January 1967 relating to Principles Governing the Activities of States in the Exploration and Use of Outer Space, including the Moon and other celestial bodies.”

II. – Article L. 613-5 of the same Code is completed by an *e)* drafted as follows:

“e) To the objects intended to be launched in outer space brought onto the French territory.”

TITLE VII

SPACE-BASED DATA

Article 23

Any primary space-based data operator undertaking in France an activity having certain technical characteristics defined in a decree passed at the Council of State must preliminarily declare it to the competent administrative authority.

These technical characteristics are related in particular to the resolution, location accuracy, observation frequency band and quality of the Earth observation data which are received or for which a satellite system is programmed.

Article 24

The competent administrative authority ascertains that the activity undertaken by the primary operators of space-based data does not harm fundamental interests of the Nation, particularly defence matters, foreign policy and international commitments of France.

To this end, it may at any time prescribe measures restraining the activity of the primary space-based data operators, which are necessary to safeguard these interests.

Article 25

Any primary space-based data operator undertaking an activity showing the technical characteristics mentioned in Article 23 shall be fined € 200 000 in the case:

1° it fails to proceed with the declaration mentioned in Article 23;

2° it fails to comply with the restriction measures taken pursuant to Article 24.

TITLE VIII

TRANSITORY AND FINAL PROVISIONS

Article 26

The present Act does not apply to the launching and guiding, for the needs of national defence, of vehicles which trajectory passes through outer space, in particular ballistic missiles.

The activities of the Ministry of Defence acting as primary space-based data operator are not subject to the provisions of Title VII.

Article 27

As they fall under the scope of a public mission assigned to the Centre National d'Etudes Spatiales after approval by the administrative authority pursuant to paragraph 4 of Article L. 331-2 of the Research Code, the operations of launching, returning to Earth, commanding or transfer of commanding of a space object are not subject to the provisions of Titles II and IV, and the Earth observation satellite activities and the reception of Earth observation data are not subject to the provisions of Title VII

Article 28

Article L. 331-2 of the Research Code is completed by an *f*), a *g*) and an *h*) drafted as follows:

f) To assist the Government in the definition of the technical regulations relating to space operations;

g) To verify, by delegation of the minister in charge of space, that the systems and procedures implemented by the space operators comply with the technical regulation mentioned in paragraph *f*);

h) To hold the register of the space objects on behalf of the Government."

Article 29

Articles 16 and 17 of the present Act shall enter into force at the date of publication of the Finance Act setting out the minimum and the maximum amounts between which is included the amount beyond which the governmental guarantee is granted.

Article 30

The provisions of the present Act are applicable in New-Caledonia, in French Polynesia, in the Islands of Wallis and Futuna and in the French southern and Antarctic lands.

This Act shall be implemented as a State Act.

Paris, 3rd of June 2008

This is an unofficial translation of Japan's "Fundamental Act of Outer Space". It is being offered to the readership of the JOURNAL OF SPACE LAW as a convenience.¹

FUNDAMENTAL ACT OF OUTER SPACE (LAW NO.43, 2008)

(Enacted on 21 May 2008 and entered into force
on 27 August 2008)

INDEX

CHAPTER ONE

General Provisions (Article 1 – Article 12)

CHAPTER TWO

Fundamental Policies and Measures (Article 13 – Article 23)

CHAPTER THREE

Outer Space Master Plan (Article 24)

CHAPTER FOUR

Outer Space Exploitation Strategy Headquarters (Article 25 –
Article 34)

CHAPTER FIVE

Improvement of Legal Systems Concerning Outer Space Activi-
ties (Article 35)

Supplementary Provisions

Grounds for Submitting This Bill

Supplementary Resolutions

¹ Translated by Hiroshi Kiyohara, chief attorney, Musashi International Law Office, Tokyo. Mr. Kiyohara is admitted and licensed in Japan and the United States (New York and California). He served as an assistant judge for Tokyo District Court.

CHAPTER ONE

GENERAL PROVISIONS

(Purposes)

Article One

As we recognize that the significance of outer space exploitation and utilization (hereinafter referred to as "space use and exploitation") is increasing along with advancing science technologies and changing situations in and around our country, the purposes of this law shall be to promote in a planned and comprehensive manner the overall policies and measures concerning space use and exploitation; to contribute to improving our citizens' living standards and developing our economic society; and to dedicate to peace and welfare for all human beings in the world. We shall attain these purposes in line with the pacifist principle of the Japanese Constitution and in harmony with the environment. We also shall expand the roles space use and exploitation plays in our country by making and enforcing fundamental rules and principles concerning space use and exploitation; by clarifying responsibilities the government should take for space use and exploitation; by drafting the Outer Space Master Plan; and by establishing the Outer Space Exploitation Strategy Headquarters.

(Peaceful Use of Outer Space)

Article Two

Space use and exploitation shall be carried out in conformity with the pacifist principle of the Japanese Constitution and in accordance with outer space treaties and other international promises, including "Treaty on Principles Governing the Activities of States in the Exploration and Use of Outer Space, Including the Moon and Other Celestial Bodies."

(Improvement of Citizens' Living Standards)

Article Three

Space use and exploitation shall be carried out to improve our citizens' living standards; to form a safe and secured society; to remove any kind of threats to our lives, such as natural disasters and poverty; and to maintain peace and security in our homeland and the world.

(Industrial Development)

Article Four

Space use and exploitation shall be carried out for our country's space industries to enhance their technologies and to strengthen their international competitiveness. This shall be attained by implementing space use and exploitation in a planned and positive manner and by encouraging to smoothly set up businesses and to use and practice the results of research and development in space use and exploitation.

(Development of The Human Society)

Article Five

As we recognize that a collection of knowledge on outer space is an intellectual property for human beings, space use and exploitation shall be carried out to advance outer space science and to practice cutting-edge space use and exploitation. This will be able to realize mankind's dreams about outer space and to develop our human society.

(International Cooperation)

Article Six

Space use and exploitation shall be carried out to positively play our country's roles in the international society and to increase our country's interests therein by actively conducting diplomacy and international cooperation with regard to space use and exploitation.

(Consideration to Environment)